

I. 2. b. 3.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

GRECE

AOUT 1964

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

GRÈCE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	130,9	Villes principales (recensement de 1961) :	
Terres cultivées (milliers de km ²).	36,5	— Grand Athènes (y compris Le Pirée)	1.853.000
		— Salonique	374.000

POPULATION

Population (1962)	8.451.000	Population active (1961)	5.463.000
Densité au km ²	64	Population agricole active (en pourcentage du total)	49
Taux d'accroissement naturel net par 1.000 hab. (moyenne 1955-1960)	12	Emigration (moyenne 1962-1963)	92.300

PRODUCTION

Produit national brut en 1962 (millions de drachmes)	103.136	Origine du P.I.B. au coût des facteurs en 1963 :	
P.N.B. par habitant (dollars E.U.)	407	— Agriculture	30 %
Formation brute de capital fixe (moyenne 1961-1962) :		— Industrie	27 %
— en pourcentage du P.N.B.	20	— Services	43 %
— par habitant (dollars E.U.)	77		

L'ÉTAT

Dépenses courantes du Gouvernement central en 1961 (en pourcentage du P.N.B.)	18,1	Composition du Parlement :	
Recettes courantes du Gouvernement central en 1961 (en pourcentage du P.B.N.)	19,3	— Union du Centre	171
Investissements fixes publics en 1961 (en pourcentage du P.N.B.)	7,8	— Union nationale radicale	103
		— Gauche démocratique unifiée	22
		— Divers	4
		Dernières élections : 1964.	
		Prochaines élections : 1968.	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1960)	2.900	Nombre de voitures de tourisme par 1.000 habitants (1962)	6
Part des dépenses pour l'alimentation dans la consommation privée (1960)	45 %	Nombre de téléphones par 1.000 habitants (1962)	28
Consommation d'acier par habitant (1960)	52 kg	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants (1961)	70

COMMERCE EXTÉRIEUR

EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
Exportations de biens et services en pourcentage du P.B.N. (1963)	18,3	Importations de biens et services en pourcentage du P.N.B. (1963)	24,7
Principaux produits exportés en pourcentage des exportations totales (1963) :		Principaux produits importés en pourcentage des importations totales (1963) :	
— Tabac	43	— Biens de consommation durables	32
— Raisins secs	11	— Matières premières	23
— Coton	12	— Machines	15
— Matières premières	8	— Produits alimentaires	19

LA MONNAIE

Unité monétaire : la drachme.

Nombre d'unités monétaires par dollar des Etats-Unis : 30.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en août 1964.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE GRECQUE.....	6
Les conditions de l'offre	6
Emploi et salaires	10
L'évolution des prix	11
Les conditions de la demande	11
Monnaie et crédit.....	12
Les finances publiques	14
Relations extérieures	17
L'évolution au cours des premiers mois de 1964.....	18
II. PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE	19
Politique de crédit.....	20
Politique sociale	21
Problèmes de structure.....	22
III. L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	25
La balance commerciale	25
La balance des invisibles	29
Les mouvements de capitaux.....	32
CONCLUSIONS	35
* * * *	
ANNEXE STATISTIQUE	37

PAGE BLANCHE

GRÈCE

INTRODUCTION

1. L'évolution de l'économie grecque pendant l'année 1963 peut être caractérisée comme satisfaisante. En dépit des craintes qu'ont fait naître les mauvaises conditions météorologiques au début de la période, les récoltes ont été généralement excellentes, atteignant parfois des niveaux exceptionnels. La production industrielle a marqué également une progression rapide. Les prix, en particulier ceux des produits alimentaires, après une flambée pendant le premier trimestre de l'année, n'ont pas connu, par la suite, de variations notables. La balance des paiements, enfin, malgré une nouvelle détérioration de la balance commerciale, a favorablement évolué, grâce à une amélioration sensible de la balance des invisibles et des transferts de capitaux privés.

2. Ces résultats favorables ne doivent pas masquer la permanence de faiblesses structurelles qui ne semblent nullement en voie de résolution : le rythme de croissance global reste étroitement dépendant d'une bonne ou d'une mauvaise récolte. Les progrès de l'industrialisation sont insuffisants compte tenu des besoins de la demande et des capacités de l'emploi : la part de l'industrie (y compris les industries extractives, d'électricité, gaz et eau, et la construction) dans la formation du produit national brut varie entre 26 % et 27 %, tandis que celle de l'industrie manufacturière demeure constante (19 %) ; la part de l'agriculture varie entre 27 et 31 %, et celle des services atteint 43 à 45 % du P.N.B. ; d'autre part, si depuis trois ans le taux moyen de croissance du secteur agricole est le double de celui prévu par le plan (7,1 %, contre 3,5 %), celui de la production industrielle reste constamment en deçà des objectifs (7 %, contre 8,1 %). Le problème de l'emploi, également, ne semble pas avoir trouvé une solution durable, si ce n'est par la ponction opérée grâce à l'émigration massive des trois dernières années, qui commence d'ailleurs à poser de nouveaux problèmes, difficiles à résoudre à moyen terme. De plus, si le chômage tend à se réduire dans les villes, le sous-emploi reste massif dans les campagnes. A ce problème, est lié celui des bas revenus

dans l'agriculture, et, plus généralement de l'insuffisance des niveaux de vie pour une partie importante de la population. Enfin, la balance des paiements, équilibrée grâce aux invisibles, à l'entrée de capitaux privés et à l'aide étrangère, laisse apparaître un déficit commercial croissant : cette évolution est préoccupante, car elle provient non pas de l'accroissement des importations de biens d'équipement, mais du gonflement des achats de biens alimentaires et de produits de consommation durables.

3. Ces divers problèmes constituent des données structurelles permanentes de l'économie grecque. Le gouvernement tente d'y apporter un certain nombre de solutions : il semble que les efforts des autorités porteront, dans les années à venir, sur l'indispensable relèvement des niveaux de vie, et, en particulier, des revenus agricoles ; sur la poursuite des efforts d'industrialisation ; enfin, sur le redressement des échanges commerciaux.

4. La première partie de ce rapport sera consacré à l'analyse de l'évolution de l'activité économique en 1963 et pendant les premiers mois de 1964. Dans une seconde partie, on indiquera les mesures de politique économique prises par les autorités, en liaison avec les problèmes fondamentaux de l'économie nationale. Enfin, la troisième partie sera consacrée à l'évolution et aux problèmes actuels de la balance des paiements : il a semblé utile de consacrer certains développements à ce problème, qui pèsera lourdement dans les années à venir sur l'orientation de toute l'économie grecque.

I. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE GRECQUE

5. Selon des estimations provisoires, le produit national brut s'est accru en 1963 de 7,6 % (en volume), contre 3,1 % en 1962, et 5,7 en 1961. Cet accroissement résulte d'une augmentation, de 8,8 % de la valeur ajoutée du secteur agricole, de 7,3 % de l'industrie, et de 5,6 % des services, tandis que le revenu net provenant de l'étranger aurait accusé une augmentation de l'ordre de 20 %. Au total, c'est encore le secteur agricole, participant à près de 29 % à la formation du produit intérieur brut, qui a le plus influencé la croissance de l'économie grecque. Dans les emplois, on doit noter la forte progression de la consommation privée (+ 7,2 % en volume) et des investissements privés (+ 12,8 %).

LES CONDITIONS DE L'OFFRE

6. Les mauvaises conditions atmosphériques, qui ont prévalu pendant les premiers mois de 1963, avaient fait naître des craintes quant au volume de la production agricole.

TABLEAU 1. EMPLOIS ET RESSOURCES EN 1963

Millions de drachmes.

	PRIX COURANTS			PRIX CONSTANTS		
	1962 ¹	1963 ²	INDICE 1962 = 100	1962 ¹	1963 ²	INDICE 1962 = 100
1. Produit national brut au prix du marché....	117.643	130.945	111,3	96.518	104.016	107,8
2. Transferts des capitaux et transferts courants de l'étranger (solde net) ³	6.547	6.416	97,9	6.740	7.141	105,9
Biens et services disponibles	124.190	137.361	110,6	103.258	111.157	107,6
3. Consommation	100.384	110.711	110,3	83.288	89.062	106,9
a) Privée	85.541	94.442	110,4	73.903	79.219	107,2
b) Publique	14.843	16.269	109,6	9.385	9.843	104,9
4. Investissements bruts en capital fixe	23.806	26.650	111,9	19.970	22.095	110,6
a) Privés ³	14.145	16.450	116,3	12.269	13.845	112,8
b) Publics	8.977	8.600	95,8	7.204	6.850	95,1
c) Variation des stocks	684	1.600	23,9	497	1.400	231,6
Dépenses brutes ..	124.190	137.361	110,6	103.258	111.157	107,6

1. Estimations provisoires.

2. Prévisions provisoires pouvant être révisées.

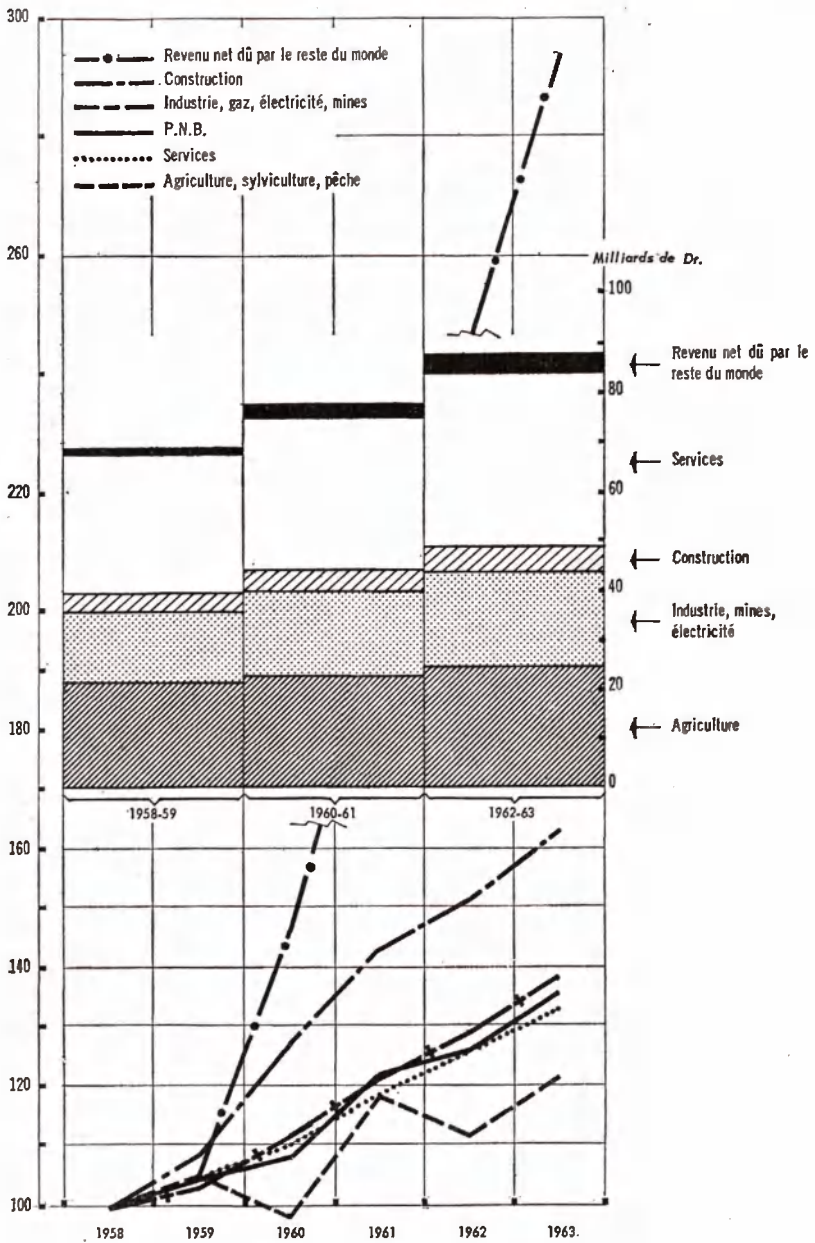
3. Bateaux exclus.

Source : Mémorandum.

Les difficultés se sont finalement circonscrites dans le domaine des céréales, mais les pertes ont été plus que compensées par une accélération d'autres cultures de printemps, surtout celles de coton, de betteraves et de pommes de terre. On doit enfin noter les progrès de la production de coton (270.000 tonnes en 1963, contre 253.000 tonnes en 1962), du tabac (125.000 tonnes, quantité déclarée, contre 93.100 en 1962), et surtout d'huile d'olive, qui a atteint 209.000 tonnes, contre seulement 55.800 en 1962. Si l'on faisait abstraction de l'accroissement des produits de l'olivier (sujets à un cycle biennal de récoltes alternativement fortes et faibles), la production du secteur agricole n'aurait augmenté, en volume, que de 1 %, et le P.N.B. de 5,4 %. Si l'on excluait à la fois l'olivier et le tabac, le produit agricole régresserait de 3 %, tandis que l'accroissement du P.N.B. se limiterait à 4,7 % : c'est dire combien l'ensemble de l'économie nationale est dépendant d'un très petit nombre de produits, soumis à des fluctuations purement accidentelles.

7. Selon l'indice établi par le Service National de Statistique, la production industrielle s'est accrue à un rythme plus rapide que l'année précédente (+ 7,4 % en volume, contre

Graphique 1. ÉVOLUTION DES COMPOSANTES ET STRUCTURE DU P.N.B.
1958 = 100 milliards de drachmes 1954



Source : Statistiques nationales.

4,7 %), malgré un certain tassement au début de l'année. Là encore, la progression est essentiellement due à trois branches qui participent pour 47 % à la composition de l'indice : les industries alimentaires, le textile et le tabac. Cette dernière branche, qui comprend la préparation de la matière première, est directement influencée par le volume de la récolte. Parmi les autres secteurs, on doit signaler la progression de la métallurgie (+ 13,5 %) à la suite, notamment, de la mise en service d'une nouvelle unité de production. L'activité de la construction a été assez intense, de même que celle des branches qui lui sont liées. Enfin, la production d'énergie électrique, en atteignant 3,1 milliards de kWh, s'est accrue de 14,3 % dans l'année, contre 10,6 % en 1962.

TABLEAU 2. PRODUCTION PAR SECTEURS EN 1963.

En millions de drachmes.

	1961	1962	1963	INDICE POUR 1963 (1962 = 100)	PARTICIPATION A LA PRODUCTION INTÉ- RIEURE BRUTE (EN %)
a) PRIX COURANTS					
1. Agriculture	28.975	28.504	33.450	117,4	45,4
2. Industrie.....	25.442	27.475	29.800	108,5	21,4
<i>dont</i> : produits manufacturés	17.174	18.473	20.050	108,5	14,5
3. Services	40.379	43.787	47.400	108,2	33,2
4. Produit intérieur brut	94.796	99.766	110.650	110,9	100,0
5. Revenu en provenance de l'étranger	2.739	3.370	4.000	118,7	
6. Revenu national brut	97.535	103.136	114.650	111,2	
b) PRIX CONSTANTS					
1. Agriculture	24.572	23.065	25.100	108,8	35,9
2. Industrie.....	21.974	23.350	25.050	107,3	30,0
<i>dont</i> : produits manufacturés	14.952	15.863	17.000	107,2	20,1
3. Services	32.358	34.318	36.250	105,6	34,1
4. Produit intérieur brut	78.904	80.733	86.400	107,0	100,0
5. Revenu en provenance de l'étranger	2.962	3.681	4.400	119,5	
6. Revenu national brut	81.866	84.414	90.800	107,6	

Source : Mémorandum.

8. Dans les services, on a enregistré une progression (en volume) de la production de l'ordre de 7 %, y compris les services de l'étranger. Ce sont les revenus des services provenant de l'étranger qui se sont le plus fortement accrus (+ 20 %), par suite notamment du redressement du marché international des transports maritimes, et de la progression de la masse des revenus perçus par des travailleurs grecs employés à l'étranger.

EMPLOI ET SALAIRES

9. Les informations statistiques concernant l'emploi sont très insuffisantes pour former une image précise de la situation. Selon des estimations du Service de Planification, il apparaît que, depuis novembre 1961 et jusqu'à novembre 1963, l'emploi dans les entreprises employant plus de 10 personnes a présenté un accroissement de l'ordre de 2 %. L'émigration a, dans une certaine mesure, soulagé l'économie d'une pression dans le domaine de l'emploi, mais elle a aussi provoqué, dans certaines régions rurales, un manque saisonnier de main-d'œuvre dans certaines cultures. D'autre part, l'émigration d'un certain nombre d'ouvriers spécialisés a handicapé l'activité des entreprises dans lesquelles ils travaillaient. Le nombre des travailleurs grecs ayant quitté leur pays s'est élevé à 100.000 — dont 65.000 se sont rendus en Allemagne fédérale — contre 84.100 et 59.000, respectivement, en 1962 et 1961. Depuis 1958, 339.000 personnes ont émigré, ce qui recouvre pratiquement toute l'augmentation naturelle de la population. En 1963, les départs dépassaient de 18 % environ l'augmentation normale de la population. Malgré l'importance de l'émigration, le chômage et le sous-emploi demeurent massifs; d'après les données du recensement de 1961, le chômage dans les villes s'élevait à 230.000 personnes et le sous-emploi dans les campagnes à 600.000 personnes. Selon des estimations récentes, ce dernier chiffre est tombé à 473.000 personnes, dont 192.500 hommes et 280.000 femmes, sur une population active totale de 3.600.000 personnes.

TABLEAU 3. POPULATION TOTALE, POPULATION ACTIVE ET ÉMIGRATION
Milliers.

	1961	1962	1963
1. Excédent des naissances	86.087	85.827	80.913
2. Émigration totale	58.837	84.054	100.072
3. Différence entre 1 et 2	27.250	1.773	-19.159
4. Outre-mer	17.543	22.159	24.723
5. Europe	41.294	61.895	75.349
dont : Allemagne fédérale	31.107	49.532	64.662

Source : Bulletin mensuel du Service National de Statistique de la Grèce.

10. Les informations concernant les salaires sont aussi fragmentaires que celles relatives à l'emploi. Des mêmes enquêtes par sondages, et des statistiques de la Sécurité sociale, il résulte qu'entre août 1962 et août 1963, il y a eu un accroissement des salaires bruts dans l'industrie de l'ordre de 5 %. Vers la fin de 1963, d'autre part, le Gouvernement a décidé une augmentation générale de 12 % du salaire minimum¹.

L'ÉVOLUTION DES PRIX

11. Durant toute l'année, l'évolution des prix a été caractérisée par des oscillations sensibles. Au premier trimestre, les prix ont poursuivi le mouvement ascendant amorcé à la fin de 1962, à la suite notamment des récoltes médiocres de certains produits agricoles de base. Au milieu de l'année, les mesures prises par les autorités (intervention sur le marché de l'huile d'olive, suppression de l'interdiction des importations de pommes de terre, etc.), ont provoqué une baisse de l'indice des prix de détail. Cependant, depuis le mois de septembre, le mouvement ascendant a repris, bien qu'à une allure plus modérée. Finalement, la moyenne annuelle des prix à la consommation a été supérieure de 3 % à celle de 1962, qui était inférieure de 0,3 % à la moyenne de 1961. Pendant cette même année, la hausse de l'indice des prix de gros a été encore plus importante, puisqu'elle a atteint 5,1 %, alors qu'il y avait eu une très légère diminution en 1962. La hausse des prix sur le marché international de plusieurs produits alimentaires importés (café, poissons salés, viande) est responsable de 33 % de la hausse de l'indice des prix de détail et de 17 % de celle de l'indice des prix de gros. De plus, ce dernier a été influencé par l'augmentation du prix du tabac et des raisins secs.

LES CONDITIONS DE LA DEMANDE

12. La consommation privée a marqué une forte progression par rapport à 1962. La médiocrité des récoltes de l'année précédente affectant le revenu d'une large couche de la population agricole s'est sans doute répercutée en 1963 ; cependant, l'expansion des revenus non agricoles, ainsi que l'amélioration des prix à l'exportation de certains produits, et en particulier du tabac, ont permis d'éviter un affaiblissement de la demande intérieure. La consommation publique s'est également accrue dans des proportions élevées. Le budget du gouvernement central prévoyait une augmentation de 14 % des dépenses de fonctionne-

1. Cf. plus loin : mesures de politique économique. Il existe plusieurs catégories de salaire minimum, selon l'âge et le sexe. Les salaires minima concernant seulement une partie (30 à 40 %) de la main-d'œuvre industrielle, une augmentation de 12 % entraîne une élévation effective de la masse des salaires de 3 à 3 1/2 %.

ment ; l'accroissement réel a été de l'ordre de 10 % en valeur, et de 5 % en volume.

13. Le volume global des investissements en 1963 a été défavorablement influencé par la diminution des investissements publics. Selon les estimations provisoires, le progression totale en volume a été de 6,3 %. Ce taux résulte d'une augmentation de 12,8 % des investissements privés (sans les transferts de navires), et d'une diminution de 4,9 % des investissements publics. Les investissements dans l'industrie et les mines ont progressé de 11,3 %, contre 32,5 % en 1962. Les intempéries du début de l'année ne sont que partiellement responsables du retard dans l'exécution du programme d'investissements publics ; des difficultés d'ordre technique et administratif ont joué certainement un rôle important sans ce retard, tant sur le plan de l'élaboration que sur celui de l'exécution des projets.

TABLEAU 4. INVESTISSEMENTS PUBLICS

Millions de drachmes.

	1962	1963 ¹
Agriculture	1.316	1.375
Communications	1.531	1.450
Industrie	1.323	683
Tourisme - Musées	596	207
Enseignement	173	243
Habitat	41	33
Santé publique - Prévoyance sociale	53	43
Administration	68	57
Collectivités locales.....	560	400
Autres	189	543
Total	5.850	5.034

1. Données provisoires.

Source : Ministère de la Coordination.

MONNAIE ET CRÉDIT

14. La masse monétaire s'est accrue de 15 % en 1963, comme en 1962. Il est à noter que pendant la période de 1956-62, le taux moyen d'augmentation a été de 16,2 %. Le financement monétaire du Gouvernement central pour l'exécution des programmes des investissements publics, et les avances aux entreprises publiques, sont à l'origine de l'accroissement de la masse monétaire en 1963, comme en 1962. Par contre, le secteur privé et l'extérieur n'ont joué qu'un rôle restreint.

15. Les dépôts bancaires privés ont augmenté durant les trois premiers trimestres de 1963 à un rythme rapide, mais qui s'est ralenti au cours des deux premiers mois de l'année.

TABLEAU 5. OFFRE DE MONNAIE ET ORIGINE DES VARIATIONS
EVOLUTION EN COURS DE PÉRIODE

Millions de drachmes.

	1961	1962	1963
<i>Offre de monnaie</i>	+ 2.302	+ 2.672	+ 3.133
— Monnaie fiduciaire	+ 1.671	+ 2.184	+ 2.440
— Monnaie scripturale	+ 631	+ 487	+ 673
<i>Origine des variations :</i>			
I. <i>Secteur public</i>	+ 2.357	+ 1.433	+ 3.117
a) Administration centrale	+ 2.855	+ 1.909	+ 2.324
b) Organismes publics	— 867	— 825	— 449
c) Entreprises publiques	+ 369	+ 215	+ 1.156
II. <i>Secteur privé</i>	+ 428	+ 659	+ 626
III. <i>Opérations avec l'étranger</i>	— 1.060	+ 530	+ 355
IV. <i>Autres</i>	+ 577	+ 50	— 985

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

L'augmentation a été de 24 %, contre 25 % en 1962. La quasi-totalité (93 %) de cette augmentation est constituée par les dépôts d'épargne et les dépôts à terme. L'augmentation des dépôts bancaires ne coïncident cependant pas avec un mouvement analogue des autres formes d'épargne. C'est ainsi que l'épargne privée offerte sur le marché des capitaux ne s'est élevée qu'à 700 millions de drachmes, contre 1.300 millions en 1962. Durant toute l'année, l'amélioration de la structure de l'épargne auprès des banques et des autres institutions de crédit s'est poursuivie. C'est ainsi que les dépôts à vue, à la fin de décembre 1963, représentaient 14,5 % du total des dépôts bancaires privés, contre 16,6 % à la fin de 1962, et 19,5 % à la fin de 1961. En même temps, on a constaté une très sérieuse augmentation du nombre des comptes en banque et des comptes auprès de chèques postaux. Au total, il semble donc que les épargnants se dirigent moins volontiers vers des formes de placements extrêmement liquides.

16. Les crédits à l'économie se sont accrus de 19,6 %, contre 16,8 % en 1962 et 12,9 % en 1961. La plus grande partie de cet accroissement est imputable aux avances à court terme. Le niveau moyen des crédits à court terme à l'économie en 1963 a dépassé de 20,1 % celui de l'année précédente. Les crédits à moyen terme se sont accrus de 14 %, contre 12,8 % en 1962. Compte tenu de l'évolution du produit national brut à prix courants (11,2 %), on peut penser que la structure de financement des entreprises s'est quelque peu modifiée, dans le sens d'un endettement accru ; il est également possible qu'une partie des crédits bancaires ait été utilisée pour financer des achats de biens de consommation.

TABLEAU 6. ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE
AUGMENTATION ANNUELLE

Millions de drachmes.

	1960	1961	1962	1963
Crédits à l'agriculture	557	1.078	669	821
Crédits à l'industrie	1.703	1.235	2.005	2.614
Crédits au commerce	436	199	1.654	1.553
Autres crédits au secteur privé	703	564	561	1.034
Crédits aux entreprises publiques	486	280	214	1.105
Crédits aux organismes publics autres que l'Etat ...	340	336	345	282
Total des crédits	4.225	3.692	5.448	7.409
dont :				
A long terme au secteur privé (plus de 5 ans)	1.328	1.282	1.172	1.374
A l'agriculture	578	547	106	252
A l'industrie et aux mines	283	368	633	673

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

17. L'activité du marché des capitaux a été inférieure à celle de l'année précédente. En effet, les émissions nouvelles ont porté sur 1.560 millions de drachmes, contre 2.192 en 1962 et 879 en 1961. Le principal demandeur reste l'État, et les entreprises publiques : sur 1.560 millions de drachmes, 1.500 millions étaient destinés à l'État, et 60 millions seulement au secteur privé. Dans la période 1959-1963, l'État et la Société Nationale d'Électricité ont absorbé 5.060 millions de drachmes, contre 952 millions pour les entreprises privées.

LES FINANCES PUBLIQUES

18. Les recettes publiques ont dépassé de 8,7 % en 1963 celles de l'année précédente, tandis que les dépenses progressaient de 5,2 %. Le déficit s'est élevé à 2.703 millions de drachmes, contre 3.670 en 1962, cette amélioration étant entièrement imputable à la réduction des paiements au titre du budget des investissements. Le déficit total a été couvert à raison de 2.100 millions par le recours à l'emprunt intérieur, de 98 millions par des prêts extérieurs, et, pour le reste, par les avances de la Banque de Grèce.

19. La presque totalité de l'augmentation des recettes ordinaires résulte de l'accroissement des impôts indirects, dont le rendement s'est accru de 13,4 %. Par contre, malgré la hausse des revenus, le rendement des impôts directs n'a pas augmenté et leur pourcentage dans le total des recettes ordinaires est tombé de 18,4 % en 1962 à 16,9 % en 1963. La diminution des barèmes, décidée en 1962, explique en partie cette évolution. Par ailleurs, le Gouvernement souhaite améliorer le système

TABLEAU 7. FINANCES PUBLIQUES

Millions de drachmes.

	1962 ¹	1963 ¹	1962 ²
I. BUDGET ORDINAIRE :			
<i>Recettes :</i>			
Impôts directs	3.590	3.607	4.175
Impôts indirects	13.233	15.004	16.663
Autres recettes	2.355	2.628	2.723
Total	19.542	21.371	23.887
Aide du N.A.T.O. pour la défense.....	—	450	705
Total budget ordinaire	19.542	21.821	24.592
<i>Dépenses</i>	17.968	20.032	23.534
Solde	+ 1.544	+ 1.789	+ 1.058
II. BUDGET DES INVESTISSEMENTS :			
Recettes	637	543	900
Dépenses	5.850	5.035	6.000
Solde	— 5.213	— 4.492	— 5.100
Déficit général	— 3.669	— 2.703	— 4.042
<i>Financement du déficit :</i>			
Emprunts intérieurs	2.074	2.100	2.276
Aide américaine	677	57	—
Autres ressources provenant de l'étranger ...	775	41	1.724
Avance de la Banque de Grèce	144	505	42

1. Résultats.

2. Prévisions.

Source : a) Direction générale de la Comptabilité de l'État.

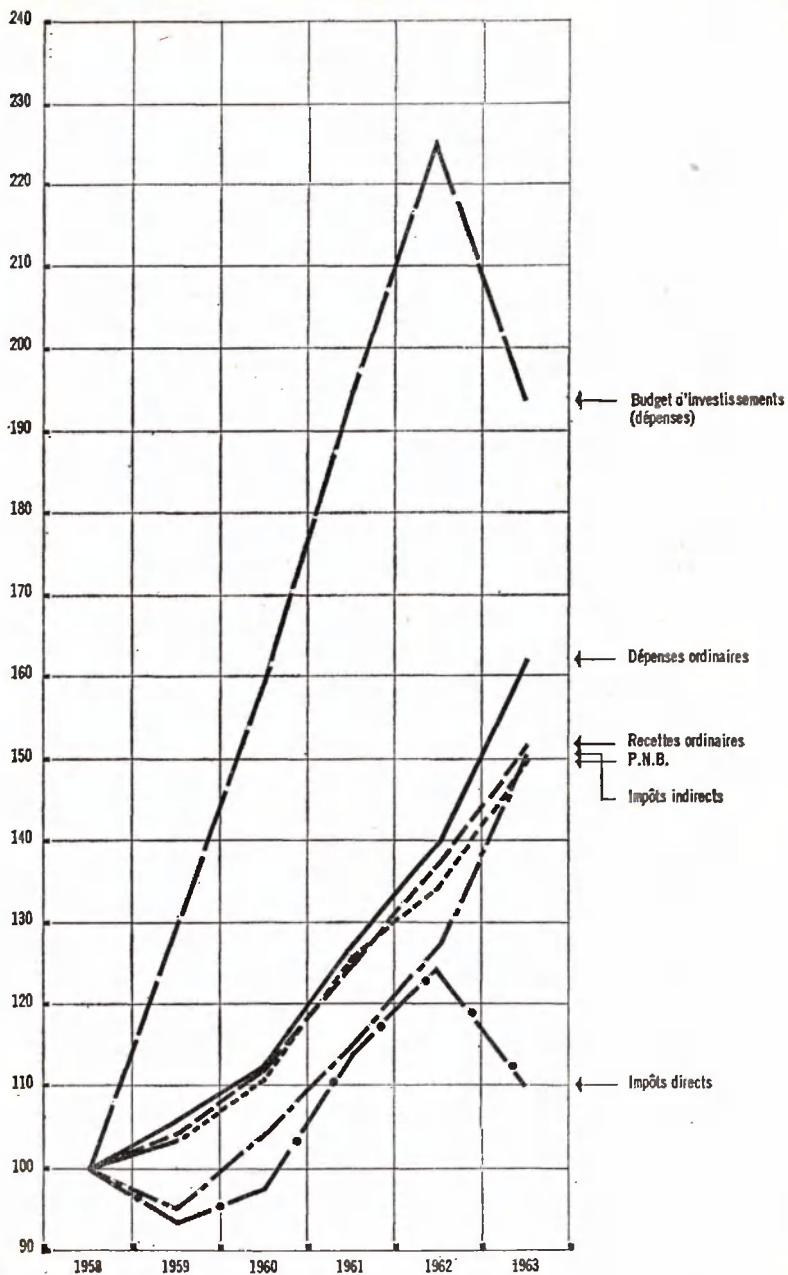
b) Déclaration du Ministre des Finances au Parlement grec.

actuel de vérification et de perception de l'impôt pour mieux combattre l'évasion fiscale, qui reste importante.

20. Les dépenses du budget ordinaire sont passées de 17.968 millions en 1962, à 20.032 millions en 1963. Cette augmentation est essentiellement due aux charges imposées par les subventions et le soutien des prix des produits agricoles, les augmentations de salaires et le service de la dette publique. Le budget ordinaire a laissé un surplus de 1.789 millions de drachmes (contre 1.544 millions en 1962), qui a été transféré au budget des investissements.

21. Le budget de l'année 1964 est en nette augmentation par rapport à celui de l'année précédente, tant du côté des dépenses que du côté des recettes. Les dépenses du budget ordinaire seront de l'ordre de 23.534 millions de drachmes, soit une progression de 17,4 % par rapport à 1963. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation des crédits pour l'enseignement, et des salaires et pensions versés par l'État, ainsi

Graphique 2. ÉVOLUTION DU P.N.B. ET DES FINANCES PUBLIQUES
Base 100 = 1958



Source : Statistiques nationales.

qu'aux mesures de soutien des prix agricoles (blé, tabac). Les recettes ordinaires atteindront 23.887 millions de drachmes, soit une progression de 11,8 % par rapport à 1963. Le budget ordinaire devrait laisser apparaître un excédent de 1.100 millions. Le budget extraordinaire prévoit des recettes de l'ordre de 900 millions, et des dépenses de l'ordre de 6.000 millions, soit une progression de 20 % par rapport à l'année précédente, nécessitée par la très forte croissance des dépenses d'investissements publics. Le déficit doit être couvert de la manière suivante : les emprunts intérieurs doivent procurer 2.276 millions, auxquels s'ajouteraient 1.724 millions provenant de l'étranger ; l'excédent du budget ordinaire (1.038 millions de drachmes) formera le complément de recettes.

RELATIONS EXTÉRIEURES

22. L'évolution de la balance des paiements, tout en restant favorable dans l'ensemble, a été la résultante de deux mouvements inverses : la poursuite de la détérioration des échanges commerciaux ; la notable amélioration des autres rubriques de la balance des paiements.

23. Le taux d'augmentation en valeur des exportations (22,3 %) a été beaucoup plus élevé que celui des importations (16,4 %). En volume, l'évolution est sensiblement différente, les progrès des exportations étant surtout imputables au relèvement du prix du tabac : on constate une détérioration sensible de la situation, les importations s'étant accrues de 17,8 %, alors que les exportations progressaient de 1,4 % seulement. Sur la base des statistiques douanières, les importations se sont élevées à 744 millions de dollars, et les exportations, à 290 millions de dollars. Le déficit de la balance commerciale a été encore plus important que celui de l'année précédente (454 millions de dollars, contre 365 millions de dollars en 1962).

24. Ce sont les importations de produits alimentaires qui ont le plus progressé (+ 35 %), tandis qu'en 1962, ce poste était en recul de 15 % par rapport à 1961. Cette augmentation est imputable aux importations massives d'huiles végétales, par suite de la faible production nationale en 1962. Les importations de café, pommes de terre, farines spéciales, viandes et sucre, ont été également élevées. Les importations de biens de consommation durable, surtout de produits électro-ménagers, marquent une sérieuse progression (19 %) par rapport à un niveau déjà élevé en 1963. En ce qui concerne les matières premières, ce sont les achats de métaux, pâtes à papier, laine et produits chimiques, qui ont le plus progressé. Les importations des biens d'équipement présentent une certaine diminution par rapport à 1962 ; cependant, elle n'est qu'apparente, les données pour 1962 comprenant une somme de 11,1 millions

de dollars, équivalente à la valeur de trois bateaux, dont l'achat a été financé par les réparations de guerre italiennes. A l'intérieur de ce poste, on constate une diminution de la valeur des autobus et des camions. et une augmentation de celle des machines (+ 9 %).

25. Pour les exportations, on constate une augmentation de 53 millions de dollars par rapport à 1962. L'augmentation des recettes des exportations de tabac atteint 60 millions de dollars, mais la plupart des autres rubriques sont en recul, essentiellement les agrumes, le coton, les produits industriels et artisanaux (en particulier, les produits textiles). Le doublement des recettes provenant des exportations de tabac (127,8 millions de dollars, contre 68,0 millions de dollars en 1962) est dû, en partie, à des expéditions tardives de ce produit, qui normalement auraient dû avoir lieu en 1962, et, surtout, à l'obtention de prix unitaires supérieurs (consécutifs au mildiou, qui a frappé la production de tabac dans d'autres pays). Une légère amélioration a eu lieu pour les raisins secs, les olives et les oranges.

26. Pendant l'année écoulée, l'évolution de la balance des invisibles a été encore plus favorable qu'en 1962. Les recettes invisibles ont atteint 454,3 millions de dollars, en progression de 20 % par rapport à l'année précédente. Les rubriques qui ont augmenté le plus sont : les remises des travailleurs grecs installés en Allemagne fédérale, à la suite, notamment, du gonflement de leurs effectifs; les recettes touristiques; les recettes provenant de la marine marchande; les remises des émigrants. Seule la rubrique « services gouvernementaux » a subi une légère diminution. Les paiements invisibles ont continué à augmenter, à un rythme cependant beaucoup moins rapide qu'en 1962. La balance des invisibles laisse finalement apparaître un solde positif net de 356,4 millions de dollars, couvrant ainsi 86 % du déficit de la balance commerciale.

27. Les importations de capitaux ont augmenté de 15 % par rapport à 1962, tandis que les sorties de capitaux progressaient de 30 %. Cependant, la balance des mouvements de capitaux laisse apparaître un solde positif supérieur à celui de 1962, atteignant 76 millions de dollars. Ce solde a permis de couvrir intégralement le déficit de la balance des paiements courants, laissant même apparaître un excédent global, sans tenir compte de l'aide américaine et des réparations de guerre.

L'ÉVOLUTION AU COURS DES PREMIERS MOIS DE 1964

28. Au cours des premiers mois de 1964, l'activité économique s'est maintenue à un niveau supérieur à celui de la période correspondante de 1963. La production agricole n'a pas eu à

souffrir des conditions météorologiques défavorables comme ce fut le cas l'année précédente, bien que le gel ait endommagé la production des agrumes et, en particulier, des oranges. D'autre part, la moyenne de l'indice de la production industrielle (sans bâtiment) pour le premier trimestre dépassait de 11,8 % celle du premier trimestre 1963, qui était supérieur de 2,8 % à la moyenne des trimestres correspondants de l'année précédente.

29. Pendant les trois premiers mois de l'année, les recettes du budget ordinaire ont marqué une augmentation de 13,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Toutes les catégories de recettes sont en progression, et il est certain que le résultat final de l'exercice en cours sera nettement supérieur à celui de l'exercice 1963. Cependant, le déficit des finances publiques se trouvera vraisemblablement aggravé, par suite de la progression massive des dépenses de fonctionnement (liée, en particulier, à l'augmentation des traitements dans la fonction publique), et surtout d'investissement (une progression de 20 % est attendue par rapport au niveau — très bas — de 1963).

30. Les exportations des deux premiers mois de l'année sont en diminution de 13,9 % par rapport à la période correspondante de 1963. Il y a eu réduction des ventes de tabac, qui, l'année dernière, avaient été gonflées par des expéditions tardives, mais augmentation de celles de vin, de coton et de minerais. Pendant la même période, les importations (chiffres douaniers, c.a.f.) ont augmenté de 17 % par rapport à la période correspondante de 1963. L'analyse par marchandises des résultats des deux premiers mois montre que les augmentations les plus notables concernent les importations de matières premières (+ 27,5 %), les biens d'équipement (+ 22 %) et de transports (+ 39 %), ainsi que les biens de consommation durables (+ 19 %), tandis que, pour la première fois depuis un an, on enregistre une diminution notable (— 14 %) des importations de produits alimentaires, accidentellement gonflés l'année précédente à la même période. Pour l'ensemble de l'année, on s'attend à une nouvelle détérioration des échanges commerciaux, les importations devant progresser de 13 à 14 % par rapport à l'année précédente, alors que les exportations marqueraient un certain recul, dû à la fois à la baisse des prix du tabac à l'exportation (— 10 à 15%), et à la réduction attendue de la récolte de coton, et surtout d'huile d'olive.

II. PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

32. Les décisions prises par les autorités grecques depuis le début de 1963 ont apporté un certain nombre de modifications importantes à la politique économique. Les principales d'entre

elles ont porté sur le crédit, la politique sociale, et les réformes de structure.

POLITIQUE DE CRÉDIT

33. L'abondance des liquidités et le renforcement de la situation des banques commerciales ont permis la libéralisation du crédit et un nouvel abaissement du coût de l'argent. Les autorités ont pris différentes décisions tendant aussi bien à assainir la situation des banques qu'à inciter l'épargne nationale à participer davantage au développement économique du pays. Au mois d'avril 1963, le taux de l'escompte a été abaissé de 6 % à 5,5 %, entraînant une révision des divers taux pratiqués par les établissements de crédit. Des facilités supplémentaires de réescompte ont, en outre, été accordées aux banques. Au mois de septembre, les autorités grecques ont rendu publiques une série de décisions codifiant le régime de la politique du crédit, tout en le modifiant sur plusieurs points. Selon ce nouveau régime, la durée d'escompte des effets commerciaux peut atteindre six mois, et même plus, dans certaines conditions. Les limitations de financement des entreprises industrielles sur comptes courants sont abolies. Les banques commerciales peuvent accorder des prêts d'une durée allant jusqu'à dix ans, en participant au capital des entreprises nouvellement installées ou modernisées. Des règles plus souples régissent désormais le financement des entreprises commerciales, tandis que des facilités nouvelles sont accordées pour le financement des opérations directement liées au développement économique du pays (importation de machines, exportations, etc.). Ces mesures marquent le début d'une nouvelle orientation de l'économie en matière de financement. La responsabilité des banques commerciales s'en trouve renforcée, tandis que se réduit le rôle de la Banque Centrale et du Comité monétaire, dont la principale fonction depuis la fin de la guerre a été de garantir la stabilité monétaire et de répartir l'épargne en vue de favoriser au maximum le développement économique.

34. Dans le même sens, il convient de mentionner la récente fondation de deux banques d'investissements, créées par les deux plus importantes banques commerciales du pays, avec le concours d'importantes institutions bancaires de l'Europe occidentale et des États-Unis. On peut d'ailleurs se demander s'il n'aurait pas été préférable de créer une seule institution de cette sorte, pourvue de moyens et de possibilités d'action plus vastes. Au total, ces diverses mesures s'inscrivent dans une orientation nouvelle des formes de financement des investissements : la situation actuelle se caractérise, comme celle de beaucoup d'économies en voie de développement, par un niveau relativement peu élevé de l'épargne, mais surtout par l'orientation

privilegiée de cette épargne vers des placements très liquides (dépôts dans les caisses d'épargne ou dépôts à vue dans les banques) ou des investissements immobiliers. Le Gouvernement souhaiterait, par les diverses mesures qui viennent d'être mentionnées (et par un assouplissement des formes de recours des entreprises au marché financier) orienter cette épargne vers des investissements productifs. Il est d'ailleurs vraisemblable que la tendance à la concentration des entreprises industrielles rendra à la fois plus nécessaire et plus aisé pour elles le recours à l'endettement.

POLITIQUE SOCIALE

35. Les dispositions à caractère social concernent essentiellement la réduction des charges des exploitants agricoles ; diverses mesures d'allègement de la fiscalité ; enfin, une augmentation du traitement des fonctionnaires et la généralisation de la gratuité de l'enseignement. Il faut également signaler diverses mesures de réformes administratives.

36. Le Gouvernement a décidé la consolidation des prêts consentis par la Banque agricole jusqu'au 31 décembre 1962. Ils ont été convertis en des prêts à moyen terme, remboursables en huit versements annuels à partir de 1964 au taux d'intérêt des prêts à moyen terme, calculé sur le capital initial. On espère assainir ainsi la situation financière de nombreuses exploitations agricoles et régulariser leurs conditions de financement. En même temps, un abaissement de un à trois points du taux d'intérêt des prêts de la Banque agricole a été décidé. Cette mesure se traduira par un alourdissement des charges publiques, l'État devant subventionner la Banque agricole à concurrence de 170 millions de drachmes pour compenser le retard dans les remboursements perçus par cet organisme. Le total de la dette agricole constitue aujourd'hui 10 milliards 700 millions de drachmes, soit 10 % environ du Produit national brut ; mais il convient de noter qu'une partie seulement (20% environ) de cette dette a été consolidée.

37. Les autorités grecques ont également décidé une réduction générale de 10 à 15 % des barèmes d'impôts sur le revenu à partir du 1^{er} janvier 1965. Par ailleurs, les émoluments des fonctionnaires de l'État, ainsi que les retraites et pensions, ont été augmentés de 5 % depuis le 1^{er} janvier 1964 ; ceux des enseignants et des magistrats l'ont été d'une manière beaucoup plus substantielle (doublement du traitement de base pour les magistrats). Enfin, le Gouvernement a décidé la suppression des droits d'inscription, de scolarité, d'examens, etc. rendant l'enseignement, du cycle primaire au supérieur inclus, complètement gratuit. Toutes ces mesures représentent pour le Trésor

un fardeau supplémentaire de l'ordre de 1.600 millions de drachmes, soit près de 7 % des dépenses totales du Gouvernement central prévues pour 1964.

38. Le Gouvernement envisage également d'opérer une large réorganisation administrative. Un organe consultatif pour le développement économique, composé des principaux ministres intéressés, hauts fonctionnaires, personnalités universitaires et représentants du secteur privé (organisation professionnelles et syndicats) a déjà été constitué et placé sous la présidence du Premier Ministre. Ce Conseil aurait des fonctions consultatives sur les problèmes de développement et les buts de la programmation. En même temps, il devrait permettre une meilleure liaison entre les services administratifs, et les représentants des principaux secteurs économiques. On prévoit également le renforcement des services de planification, la fusion de l'Organisation de Financement du Développement Économique et de l'Organisation du Développement Industriel (institutions publiques) pour la création d'un organisme d'État plus robuste, chargé de promouvoir le développement industriel. Une réorganisation de l'administration générale est également à l'étude.

PROBLÈMES DE STRUCTURE

39. La politique des autorités grecques reste toujours axée sur la recherche d'un taux élevé de croissance, garantissant une progression rapide des revenus et de l'emploi. La réalisation de cet objectif devient d'autant plus pressante que la récente association du pays à la C.E.E. implique un effort substantiel de relèvement de la productivité de l'économie grecque.

40. Le problème fondamental reste celui de l'emploi. Le plan 1960-1964 prévoyait la création de 330.000 emplois nouveaux, le chiffre d'un million étant considéré comme l'objectif à atteindre vers 1970 pour résoudre définitivement le problème. A la fin de la quatrième année de l'exécution du programme, on estimait que cet objectif n'avait pas été atteint et le nombre des chômeurs constituait encore une part importante de la population en âge de travailler. Sans doute les évaluations initiales du Plan ont-elles été trop optimistes. Mais on peut se demander si, compte tenu de l'orientation donnée aux investissements publics, axés principalement sur l'infrastructure agricole, routière et touristique, les objectifs en matière d'emploi n'ont pas été quelque peu surestimés. Les importants investissements privés de ces dernières années ont certainement amélioré la position concurrentielle des entreprises. La productivité a dû faire des progrès non négligeables, à en juger par la croissance de l'indice de la production industrielle au regard de la sta-

bilité apparente de l'emploi. Les possibilités dans ce domaine sont loin d'être épuisées. Par conséquent et à moins d'une accélération importante de la croissance de la production industrielle, le problème de l'emploi risque de se trouver aggravé dans les années à venir. Quant à l'agriculture, si elle peut encore augmenter le volume de son produit, non seulement elle ne peut employer d'autres personnes, mais elle est chargée d'un important potentiel humain inemployé ou sous-employé. Il reste le secteur tertiaire qui, durant ces dernières années, a contribué pour plus de 40 % à la formation du produit intérieur brut. Dans un pays en voie de développement, cependant, ce pourcentage peut être jugé excessif. Il est donc peu souhaitable que ce secteur, qui absorbe déjà une part très importante de la population active, accroisse sensiblement à l'avenir le volume de ses effectifs.

41. L'émigration a joué ces dernières années un rôle essentiel dans la diminution des pressions démographiques. Cependant, l'ampleur des départs a pris récemment des dimensions inquiétantes et a fait naître de nouveaux problèmes, le nombre des émigrants dépassant celui de l'accroissement naturel net de la population. Si ce mouvement se prolonge, il risque fort de compromettre l'équilibre démographique du pays à plus ou moins brève échéance, étant donné que les émigrants se recrutent dans leur grande majorité parmi les classes jeunes et les plus dynamiques de la population. D'ailleurs, cette rupture d'équilibre s'est déjà produite dans certaines régions où une pénurie, souvent aiguë, de main-d'œuvre agricole pendant les périodes de pointe contraste avec le sous-emploi latent dans le reste du pays. Il est certain que l'agriculture grecque est très peu mécanisée et que l'introduction de moyens techniques augmenterait à un degré appréciable la productivité dans ce secteur. Cependant, une telle solution poserait de difficiles problèmes d'emploi, pratiquement insolubles dans le court terme. Par ailleurs, les industriels grecs se plaignent de rencontrer de plus en plus de difficultés pour le recrutement d'ouvriers qualifiés, ceux-ci étant fortement sollicités par les entreprises étrangères, qui leur offrent des salaires sensiblement plus élevés que ceux pratiqués à l'intérieur des frontières. Au total, il semble que les avantages à court terme (solution au problème de l'emploi, apport de revenus) du mouvement d'émigration risquent d'être annulés par des inconvénients, très dangereux sur une plus longue période.

42. Les possibilités de développement à moyen terme sont étroitement liées au rôle que l'État pourra tenir dans l'activité économique. On a vu, à cet égard, que le budget de 1964 prévoyait une forte hausse des investissements publics. Mais la poursuite d'une telle évolution — qui semble souhaitée par le

Gouvernement — implique de difficiles problèmes de financement : la solution pourrait être en partie trouvée dans une gestion du budget ordinaire, permettant de dégager une importante épargne publique (en 1964, l'excédent du budget ordinaire devrait être de 1,1 milliard de drachmes, contre 1,8 en 1963).

43. Compte tenu de l'évolution prévisible des dépenses, en liaison avec les diverses mesures sociales prises par le Gouvernement, cette épargne supplémentaire ne pourrait résulter que d'un accroissement substantiel des recettes. Or, depuis 1958, les recettes ordinaires (où les impôts représentent 90 % du total) augmentent au même rythme que le P.N.B., ce qui tend à prouver que le système fiscal manque de progressivité. Par ailleurs, la part des impôts directs se réduit (Cf. tableau 8 : Structure de la fiscalité), l'impôt sur le revenu ne saisissant qu'une faible part de la masse imposable. Il est symptomatique à cet égard que les recettes provenant du revenu des entreprises industrielles et commerciales soient passées de 55,9 % du total en 1958 à 48,9 % seulement en 1961, alors que celles provenant des salaires et émoluments passaient de 19 à 24,9 %. Sans doute est-il souhaitable de garantir aux entreprises de hauts profits pour assurer les bases financières de l'investissement. Mais cela ne suffit pas pour diriger ces profits vers des dépenses d'équipement, comme l'évolution récente l'a bien prouvé. Le Gouvernement envisage une réforme profonde du système, tant pour répondre à un besoin d'équité sociale que pour assurer une progression suffisante des recettes. Les interventions récentes visent surtout à réduire la charge fiscale, les barèmes actuels

TABLEAU 8. STRUCTURE DE LA FISCALITÉ

Millions de drachmes.

	1961		1962		1963	
	DRACHMES	%	DRACHMES	%	DRACHMES	%
Recettes fiscales totales.....	15.109	100	16.768	100	18.549	100
a) <i>Impôts directs</i>	3.221	21	3.591	21	3.606	19
— Impôts sur le revenu.....	2.415	16	2.634	16	2.532	14
— Impôts sur la fortune.....	243	2	273	2	312	2
— Autres impôts directs.....	563	3	684	3	763	3
b) <i>Impôts indirects</i>	11.884	79	13.177	79	14.943	81
— Droits de douane.....	5.278	35	5.906	35	6.482	35
— Impôts sur la consommation.....	3.765	25	4.065	24	4.683	25
— Impôts sur les transactions.....	2.054	14	2.290	14	2.650	14
— Autres impôts indirects.....	787	5	916	6	1.128	17

Source : Bulletin mensuel de Statistique (S.N.S.).

étant jugés trop élevés ; à dater du 1^{er} janvier 1965, une réduction générale de 10 à 15 % des taux d'imposition interviendra : les autorités semblent attendre de cette mesure une réduction de la fraude fiscale. On doit par ailleurs signaler différentes autres mesures visant à simplifier le système de recouvrement (pour les impôts sur l'héritage, sur les timbres, etc.) ou à réduire les possibilités de fraude (publication de la liste des revenus déclarés, révision des privilèges fiscaux, etc.).

44. Il est donc vraisemblable que l'État devra faire fortement appel, comme par le passé, à l'emprunt, pour financer ses dépenses d'investissements : en 1964, les besoins de financement de l'État devraient être couverts pour 4,7 milliards par l'emprunt, dont 705 millions d'aide de l'O.T.A.N. pour la défense ; 1,7 milliard proviendrait de l'emprunt extérieur.

III. L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

45. D'un examen rapide de l'évolution de la balance des paiements depuis 1963 se dégagent les traits suivants : le déséquilibre de la balance commerciale reste structurel et tend à s'aggraver progressivement : après une « accalmie » qui se situe entre 1956 et 1959, le déficit s'est en effet accentué depuis 1960. De plus, on constate la faible progression des exportations depuis 1953, date à laquelle disparaissent les effets de la dévaluation d'avril 1963. Par contre, les transactions invisibles jouent un rôle très important pour maintenir l'équilibre, dépassant, dans le total des recettes, l'apport des exportations depuis 1960. Les transferts de capitaux progressent d'une façon appréciable, et il semble que, là encore, c'est en 1960 que se situe le point de départ d'un accroissement rapide. On remarque enfin que l'aide économique provenant des États-Unis a joué un rôle fondamental pour maintenir l'équilibre.

LA BALANCE COMMERCIALE

46. L'important déséquilibre de la balance commerciale est une caractéristique structurelle de l'économie grecque. Depuis quelques années, cependant, ce déséquilibre s'aggrave progressivement, et il en sera probablement de même dans les années à venir. Selon les prévisions du Plan, les importations devaient augmenter de 9,2 % en moyenne par an (en volume) pendant la période 1962-1966, alors que les exportations progresseraient de 8 % par an. Pour les premières années d'exécution du plan, on doit constater que le taux de croissance moyen des importations a nettement dépassé le niveau prévu (+ 13 % en volume), alors que celui des exportations se situait en dessous des prévisions (+ 5 % en volume).

TABLEAU 9. BALANCE DES PAIEMENTS 1953-1964

Millions de dollars.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964 ¹
IMPORTATIONS C.A.F. ²	236,1	319,6	352,0	440,7	475,1	491,5	454,8	497,1	561,2	608,1	708,4	800
EXPORTATIONS F.O.B.	134,1	161,0	206,5	209,6	222,8	242,8	212,5	208,6	234,6	242,6	295,9	290
Balance commerciale	-102,0	-158,6	-145,5	-231,1	-252,3	-248,7	-242,3	-288,5	-326,6	-365,5	-412,5	-510
Pourcentage Exp./Imp.	57	50	58	47	47	49	47	42	42	40	42	36
Invisibles :												
Recettes	107,8	124,2	153,9	102,6	235,7	217,6	237,2	273,2	319,6	379,6	454,3	500
Paievements	23,4	30,1	36,0	39,3	49,7	47,7	54,9	65,5	76,2	87,6	97,9	115
Balance des invisibles	84,4	94,1	117,9	143,3	186,0	169,9	182,3	207,7	234,4	292,0	356,4	385
Pourcentage invisibles nets/Imp.	36	29	33	32	39	35	40	42	43	48	50	48
Transferts de capitaux (net)	4,9	18,5	24,1	20,0	29,7	36,8	58,0	48,5	84,6	71,2	75,3	78
Balance avant aide	-12,7	-46,7	-3,5	-67,8	-36,6	-42,0	-2,0	-32,3	-1,4	-2,3	+19,2	-47
Aide américaine ³	58,6	51,0	59,8	69,6	22,7	22,9	40,2	41,8	36,7	17,8	36,9	32
Indemnités de guerre	7,6	7,2	0,9	0,9	0,4	0,2	0,9	0,8	0,9	37,8	6,1	
Erreurs et omissions	-5,4	-1,5	-2,0	+2,0	-1,5	-1,8	-2,2	+4,2	-7,1	+2,3	-27,0	
Balance des paiements	+47,1	+10,7	+55,2	+4,7	-15,0	-20,7	+36,9	+14,5	+29,1	+55,6	+35,2	-15
Achats et ventes d'or dans le pays et transfert au stock régulateur.	0,6	0,2	0,1	-1,4	3,8	3,5	9,0	1,4	0,6	-28,8	0,1	
Variations des réserves (augmentation :-; diminution : +)	-48,7	-10,9	-55,3	-3,3	+11,2	+17,2	-45,9	-15,9	-27,0	-19,4	-7,9	
Variations des disponibilités des banques commerciales (augmen- tation : -)	-	-	-	-	-	-	-	-	-2,7	-7,4	-27,4	
Réserves officielles en or et en de- vises.	120,6	131,5	186,8	190,1	178,9	161,7	207,6	223,5	250,5	269,9	277,9	
Crédits des fournisseurs (solde fin de période)	7,3	16,1	28,9	53,5	87,3	105,6	101,1	108,9	114,9	146,7	169,9	

1. Chiffres provisoires.

2. Paiements.

3. Non compris l'aide des organisations philanthropiques et les *common use items*.

Source : Ministère de Coordination.

TABLEAU 10. IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS ET PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

En pourcentage.

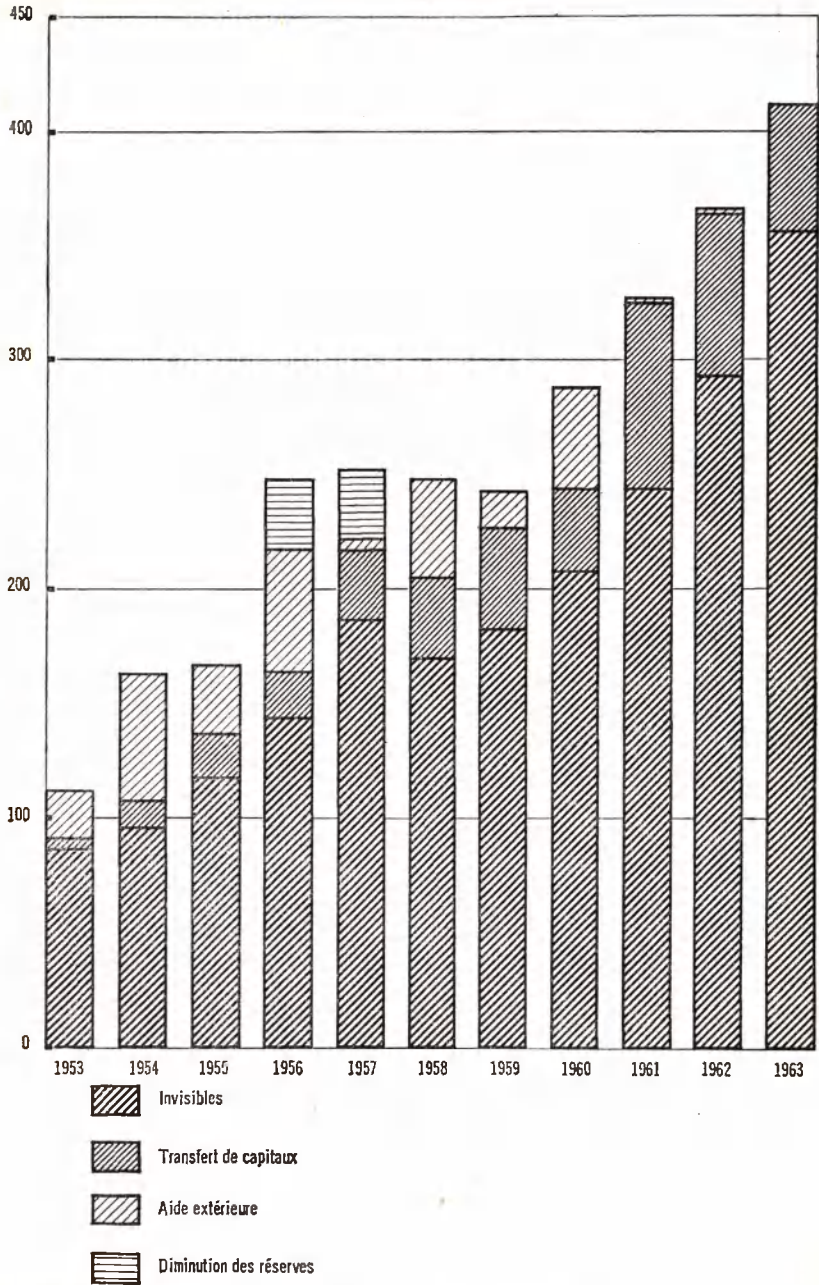
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
I. PAR GROUPES DE PRODUITS :											
Produits alimentaires	25	18	24	29	20	16	16	19	18	14	19
Matières premières	29	43	33	30	26	26	26	26	25	25	23
Produits pétroliers	16	13	12	10	13	10	11	10	8	8	7
Biens d'équipement.....	13	15	11	11	11	18	18	16	18	22	19
<i>dont</i> : Machines	(10)	(15)	(11)	(11)	(9)	(14)	(15)	(13)	(14)	(16)	(15)
Matériel de transports	(3)	(2)	(2)	(2)	(2)	(4)	(3)	(3)	(4)	(6)	(4)
(Biens de consommation durable	17	21	20	20	30	30	29	29	31	31	32
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Valeur en millions de \$	236,1	319,6	352,0	440,7	475,1	491,5	454,8	497,1	561,2	608,1	708,4
II. PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES :											
États-Unis			25	26	19	14	15	17	16	13	17
Zone sterling			18	16	14	16	14	12	12	12	12
Autres pays A.M.E.			45	44	51	53	52	49	51	56	51
<i>dont</i> : C.E.E.....					(40)	(43)	(42)	(40)	(41)	(47)	(42)
Bloc sino-soviétique			4	4	6	7	10	12	11	10	9
Autres pays			8	10	10	10	9	10	10	9	11
Total			100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Après l'introduction de la nomenclature C.T.C.I., les rubriques ont perdu quelque peu de leur homogénéité.

2. Importations de navires non comprises.

Source : Bulletin mensuel de statistiques de la Banque de Grèce.

Graphique 3. COUVERTURE DU DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE
MILLIONS DE DOLLARS



N.B. L'augmentation des réserves n'est pas signalée.
Source : Banque de Grèce.

47. En ce qui concerne les importations, contrairement aux prévisions du Plan, ce ne sont pas les importations de biens d'équipement, mais celles de biens de consommation industriels qui sont à l'origine du mouvement rapide de croissance des revenus de certaines catégories de la population. On peut se demander également si, pour une économie essentiellement agricole, la croissance rapide des importations de produits alimentaires ne traduit pas un mauvais ajustement de la production aux changements de structure de la demande et ne témoigne pas du besoin d'une politique économique plus appropriée. En ce qui concerne la répartition géographique des importations, on constate un recul continu de la position relative des États-Unis et du Royaume-Uni au profit des pays de la Communauté Économique Européenne et, dans une moindre mesure, des pays de l'Est.

48. Après quelques progrès essentiels entre 1953 et 1955, dus en partie à la dévaluation de la drachme, les exportations n'ont que faiblement progressé, en volume, par rapport au niveau de 1955. Les produits agricoles et les matières premières couvrent plus de 90 % du total. En fait, les exportations grecques sont basées sur trois produits agricoles : le tabac, les raisins secs et le coton, qui, à eux seuls, représentent plus de 50 % des exportations totales. Et, malgré l'apparition du coton, et, dans une moindre mesure, des agrumes, dans le commerce extérieur grec depuis la fin de la guerre, on doit constater que l'éventail des produits offerts à l'exportation reste restreint. Les pays européens, et, en particulier ceux de la Communauté Économique Européenne, absorbent la plus grande partie des exportations grecques. En s'associant à la Communauté, officiellement à partir du 1^{er} novembre 1962, la Grèce espérait un nouvel élargissement des débouchés de ses produits dans la C.E.E. Cependant, les résultats de la première année de l'association bien qu'ils ne puissent encore engager l'avenir, n'ont pas répondu aux espoirs du gouvernement grec.

LA BALANCE DES INVISIBLES

49. L'évolution, très favorable depuis 1957-58, des transactions invisibles constitue l'élément le plus réconfortant des échanges extérieurs du pays. L'apport, sans cesse grandissant, de ce poste, a permis de maintenir l'équilibre et de financer le déficit constamment aggravé de la balance commerciale. Les remises des émigrants trahissaient un certain essoufflement jusqu'en 1960, mais, depuis, le mouvement a repris vigoureusement, grâce aux nouveaux courants d'émigration vers les pays de l'Europe occidentale, et surtout l'Allemagne fédérale. Les recettes provenant de la marine marchande sont également en constante progression. Ceci résulte de l'accroissement du ton-

TABLEAU 11. EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS ET PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

En pourcentage.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
I. PAR GROUPES DE PRODUITS :											
Aliments et boissons		29	23	22	28	32	30	27	26	29	24
<i>dont</i> : raisins secs	(15)	(15)	(14)	(13)	(14)	(14)	(14)	(13)	(12)	(12)	(11)
Tabac	40	38	38	31	39	38	33	35	35	28	43
Coton	3	7	11	14	6	9	12	9	12	16	12
Matières premières	3	8	7	10	8	7	9	11	11	9	8
Minerais	8	5	6	8	7	6	7	9	6	6	5
Produits manufacturés		2	2	3	3	2	4	4	3	5	3
Autres produits ¹	31	11	13	12	9	6	5	5	7	7	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Valeur en millions de \$	134,1	161,0	206,5	209,6	222,9	242,8	212,5	208,6	234,3	242,6	295,9
II. PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES :											
États-Unis			11	12	15	16	16	16	16	11	22
Zone sterling			12	12	10	10	11	12	9	11	8
Autres pays A.M.E.			65	56	50	51	43	39	39	42	37
<i>dont</i> : C.E.E.			—	—	(42)	(45)	(37)	(33)	(32)	(35)	(32)
Bloc sino-soviétique			4	9	12	17	15	22	22	22	21
Autres pays			8	11	13	6	15	11	14	14	12
Total			100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Y compris commandes de l'OTAN.

Source : Bulletin mensuel de Statistiques de la Banque de Grèce.

TABLEAU 12. BALANCE DES INVISIBLES

Millions de dollars.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Recettes totales	107,8	124,2	153,9	182,6	235,7	217,6	237,2	273,2	319,6	379,6	454,3
Dépenses totales	23,4	30,1	36,0	39,3	49,7	47,7	54,9	65,5	76,2	87,6	97,9
Balance	84,4	94,1	117,9	143,3	186,0	169,9	182,3	207,7	243,4	292,0	356,4
Tourisme : Recettes	22,7	25,3	29,1	31,2	41,5	36,2	41,7	49,3	62,5	76,0	95,4
Dépenses ¹	6,6	8,3	9,9	12,7	15,2	15,3	15,4	18,8	19,4	21,8	27,5
Balance	16,1	17,0	19,2	18,5	26,3	20,9	26,3	30,5	43,1	54,2	67,9
Transports : Recettes	22,8	28,2	35,5	48,3	66,6	60,3	60,3	76,5	102,1	108,7	125,3
Dépenses	—	—	—	—	—	2,9	8,0	9,2	11,3	15,3	15,9
Balance	22,8	28,2	35,5	48,3	66,6	57,4	52,3	67,3	90,8	92,4	109,4
Remises des Émigrants	45,6	47,0	50,7	60,9	75,0	76,7	88,6	90,4	98,3	117,2	128,5
Autres : Recettes	16,7	23,7	38,6	42,2	52,6	44,4	46,6	57,0	56,7	78,3	105,1
Dépenses	15,7	19,8	25,8	26,6	34,5	29,5	31,5	37,5	45,5	50,5	54,5
Balance	1,0	3,9	12,8	15,6	18,1	14,9	15,1	19,5	11,2	27,8	50,6

1. Y compris les dépenses des étudiants grecs à l'étranger.

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

nage appartenant aux armateurs grecs, ainsi que de l'extension considérable du nombre des bateaux sous pavillon hellénique. Les recettes touristiques nettes, enfin, se sont accrues à un rythme très rapide, doublant entre 1959 et 1963, malgré l'accroissement des dépenses des touristes grecs, et des frais d'études des nombreux étudiants grecs à l'étranger.

LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

50. Pour les mouvements de capitaux, il est nécessaire de distinguer plusieurs éléments. Il convient tout d'abord de faire la distinction entre capitaux privés et capitaux publics. En ce qui concerne la première catégorie, on constate une nette progression : l'essentiel, jusqu'en 1963, est composé des capitaux de ressortissants grecs vivant à l'étranger, et rapatriant leurs fonds pour les investir, surtout dans le logement. L'application de la loi de 1953, facilitant les investissements étrangers en Grèce, n'a pas donné lieu, au départ, à des transferts importants ; cependant, l'évolution ultérieure a été plus favorable. Enfin, depuis quelques années, on constate un net accroissement de transferts de capitaux à court terme, parmi lesquels les crédits des fournisseurs jouent un rôle important. Les capitaux publics et bancaires, de par leur forme et leur montant, sont beaucoup plus importants. A l'aide américaine, il convient d'ajouter les crédits à long terme, accordés par différentes institutions internationales de crédit, ainsi que les réparations de guerre.

51. A l'étape actuelle du développement de l'économie grecque, on ne peut pas s'attendre à un retournement de la tendance des principales rubriques de la balance des paiements. Ce qui paraît plus probable, par contre, c'est que dans les années qui viennent, on assistera à une détérioration encore plus accentuée de la balance commerciale. Les causes en sont multiples : l'accroissement des revenus nominaux des différentes couches de la population entraînera automatiquement une augmentation de la demande des produits étrangers, dont plusieurs présentent un coefficient d'élasticité à l'importation bien supérieur à l'unité ; la réduction progressive des droits de douane, pour les produits provenant de la Communauté Économique Européenne, traditionnellement le plus gros fournisseur de la Grèce, accentuera davantage cette tendance ; par ailleurs, une accélération de l'industrialisation du pays implique un accroissement substantiel des importations de biens d'équipement, mais également de matières premières dont la Grèce est médiocrement pourvue ; enfin, la mutation de la structure de la production agricole est trop lente pour que l'on puisse espérer une réduction des importations des produits alimentaires dans les toutes prochaines années. Les perspectives d'un accrois-

TABLEAU 13. MOUVEMENTS DE CAPITAUX¹

Millions de dollars.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
I ENTRÉES :											
<i>a) Secteur privé :</i>											
Dépôts (loi 2687/53)	—	0,7	2,4	4,6	10,9	13,9	13,3	5,1	10,3	13,0	13,8
Investissements (loi 2687/53)	—	—	5,6	3,0	3,8	8,5	4,4	5,9	7,3	14,7	28,8
Capitaux des entreprises	—	—	2,1	4,8	6,3	5,0	17,7	10,1	11,3	13,0	20,4
Autres capitaux privés	—	—	16,0	18,0	20,0	24,1	30,4	34,8	39,3	43,3	44,3
TOTAL CAPITAUX PRIVÉS	11,3	26,1	30,4	41,0	51,5	65,8	55,9	68,2	84,0	107,3
PRÊTS A DES BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS DE CRÉDIT										0,1	4,6
<i>b) Secteur public :</i>											
Emprunts gouvernementaux		7,2						11,1	24,4		0,1
Emprunts entreprises et organismes publics ..								3,2	9,3	14,3	0,4
Autres capitaux publics								0,8	1,0	1,2	1,0
TOTAL CAPITAUX PUBLICS		7,2					15,4	15,2	34,7	15,6	1,5
TOTAL ENTRÉES	11,5	19,2	26,1	30,4	41,0	51,5	81,3	71,1	102,9	99,7	113,4
II. SORTIES :											
<i>a) Secteur privé :</i>											
Retrait (loi 2687/53)			0,5	2,0	3,0	7,5	12,1	10,0	6,4	6,8	10,5
Amortissement (loi 2687/53)			0,9	2,4	0,9	1,0	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
Autres sorties			2,5	4,1	4,0	—	0,3	20,0	3,5	3,1	7,7
TOTAL SORTIES CAPITAUX PRIVÉS	—	—	3,9	8,5	7,9	8,6	12,6	30,2	10,1	10,3	18,5
PAIEMENTS DES DETTES DES INSTITUTIONS DE CRÉDIT									4,7		0,2
<i>b) Secteur public :</i>											
Amortissement des emprunts gouvernementaux ..				2,0	2,7	8,0	7,9	5,1	2,2	2,2	2,3
Amortissement des emprunts publics									2,8	5,2	6,7
Autres sorties de capitaux publics							16,5	—	0,1	0,1	—
TOTAL SORTIES CAPITAUX PUBLICS				2,0	2,7	8,0	24,4	5,1	5,1	7,5	9,0
TOTAL SORTIES	6,5	7,2	7,3	10,5	10,6	16,6	37,0	35,4	19,9	17,8	27,7
III. ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX	5,0	12,0	18,8	30,4	30,4	34,9	44,3	35,7	83,0	81,9	85,9
IV. VARIATION DES CRÉDITS DES FOURNISSEURS	1,2	8,9	12,8	24,6	33,8	18,3	-4,5	7,8	6,0	31,8	23,2

1. Les chiffres des mouvements nets de capitaux de ce tableau diffèrent de ceux du tableau 9, qui, en plus, comprend les mouvements de clearings.

Source : Ministère de la Coopération.

sement substantiel des exportations dans l'immédiat ne paraissent pas non plus très encourageantes : cela tient essentiellement à la structure des produits exportés, dont la demande est inélastique, et souvent réglementée sur le plan institutionnel.

52. A l'heure actuelle, on ne voit pas apparaître les facteurs qui pourraient contrecarrer l'évolution favorable du solde net de la balance des invisibles. Il est probable, cependant, qu'un changement interviendra, dans les années à venir, dans la composition relative de cette rubrique : tout d'abord, les remises des émigrants pourraient plafonner, à la suite de la diminution du courant des nouveaux départs, et du relâchement progressif des liens familiaux ; un plafonnement analogue pourrait également affecter les recettes provenant de la marine marchande, quand les possibilités d'accroissement du tonnage et d'extension de l'emploi (phénomène d'ailleurs déjà sensible) seront amoindries ; par contre, la relève devrait être assurée, pendant longtemps encore, par les recettes touristiques.

53. L'apport de capitaux étrangers, tout au long de la phase d'industrialisation que traverse actuellement l'économie grecque, devient décisif : la poursuite et l'accentuation de l'expansion, et le maintien de l'équilibre financier du pays, paraissent désormais intimement liés aux mouvements des capitaux étrangers, publics et privés. Si les tendances actuelles du commerce extérieur continuent (et il n'y a pas de raisons pour penser le contraire), la pression sur la balance des paiements ira en s'accroissant. Sans l'apport de capitaux étrangers, on risquerait d'être obligé de limiter le développement des importations pour maintenir l'équilibre de la balance des paiements.

54. Ceci ne signifie pas que la recherche de l'assainissement de la balance commerciale doive être abandonnée. Une amélioration durable des échanges commerciaux ne pourrait résulter que de l'accélération substantielle du rythme d'augmentation des exportations ; cela implique la modification de la structure de ces dernières, de sorte que la part relative des produits traditionnels devienne de plus en plus petite, au profit de produits industriels ; mais il est bien certain qu'une telle évolution implique un réaménagement profond des structures économiques du pays. La prospection du marché mondial pour assurer de plus grands débouchés à la production nationale, traditionnelle ou moderne, paraît également indispensable. D'autre part, il semble difficile de freiner le rythme d'accroissement des importations globales. Mais de profondes modifications de structure pourraient intervenir : en particulier, une réduction de la part des produits alimentaires, par suite d'une modernisation accélérée de l'agriculture, et la substitution de certains produits industriels nationaux (produits textiles) aux produits importés permet-

traient de dégager des marges beaucoup plus fortes d'importation de biens d'équipement. L'expansion future de l'économie grecque ne sera sans doute réalisée qu'à ce prix.

CONCLUSIONS

55. L'évolution d'ensemble a été favorable en 1963, essentiellement par suite des progrès de l'agriculture, et une croissance rapide de la demande a pu se réaliser sans mettre en question la stabilité des prix ou l'équilibre de la balance des paiements, malgré l'accroissement du déficit commercial. En 1964, le creux dans le cycle biennal de l'olivier n'empêchera pas la production agricole de poursuivre sa progression, et l'expansion de l'industrie sera plus rapide que l'année précédente. Au total, le taux de croissance du produit national brut sera cependant légèrement moins élevé qu'en 1963.

56. Pour tenter de résoudre les problèmes structurels qui subsistent — l'existence d'un important sous-emploi, les bas revenus d'une grande partie de la population, l'aggravation de la situation des échanges commerciaux, et le retard de l'industrialisation — le Gouvernement grec a déjà pris diverses mesures et étudie actuellement de nouvelles interventions économiques ou sociales. Les objectifs principaux sont l'accélération du développement économique et une distribution plus équitable du revenu national : les intentions du Gouvernement se sont déjà concrétisées par l'accroissement des investissements publics en 1964 et par des dispositions qui allègent les charges financières des agriculteurs. De plus, le Gouvernement envisage d'orienter différemment la planification du développement économique, la priorité étant accordée aux travaux d'infrastructure, à l'enseignement et à la recherche.

57. On ne peut que juger favorablement ces diverses actions. Toutefois, une grande attention sera nécessaire pour s'assurer que les problèmes, toujours difficiles, de compatibilité des objectifs et de cohérence des moyens, sont résolus de façon satisfaisante. Ainsi, une redistribution plus équitable du revenu national, en faveur des catégories les plus défavorisées, est souhaitable socialement et même économiquement pour autant qu'elle élargit le marché intérieur des industries nationales. Mais seule l'expansion de l'investissement et de la production peut en dernière analyse permettre une amélioration substantielle et continue du niveau de vie de la population. De même, les moyens par lesquels cette redistribution s'opère ne sont nullement indifférents et posent des problèmes délicats. Il semble en particulier que l'effort de l'État en faveur des agriculteurs devrait se manifester surtout par une amplification

des moyens mis en œuvre pour accélérer le progrès des rendements et de la productivité agricole.

58. Mais en fin de compte il est évident que la solution des problèmes de l'économie grecque ne peut venir que d'une industrialisation plus rapide, qui permettrait de résorber le surplus de population inemployé ou sous-employé, d'élever la productivité moyenne et le revenu moyen, et de réduire l'importance du déficit commercial par la création de nouvelles industries. Cette industrialisation se dessine déjà, mais reste lente. Les causes de cette lenteur sont multiples et connues : insuffisance de l'épargne nationale, orientation d'une partie de cette épargne vers des placements non productifs, pénurie d'entrepreneurs industriels, etc. A l'égard de ces divers facteurs, le Gouvernement n'est pas sans moyens, et le dernier rapport de l'O.C.D.E. consacré à la Grèce¹ a décrit et analysé les mesures prises au cours des dernières années afin d'encourager et d'accélérer le mouvement d'industrialisation. Jusqu'ici, les effets de ces mesures sans être négligeables, ne semblent pas suffisants. D'autre part, l'effort de programmation économique entrepris depuis quelques années ne paraît pas encore avoir imprimé une inflexion décisive à l'évolution économique du pays. On peut espérer que la réorganisation en cours des services du Plan permettra, et de rendre les interventions de l'Etat — essentiellement en matière d'investissements — plus conformes à l'exécution d'objectifs de développement à moyen terme, et d'associer étroitement le secteur privé à l'élaboration, et à l'exécution de ces objectifs.

59. En tout état de cause, et malgré les résultats que l'on peut attendre d'une meilleure programmation économique, le développement industriel ne permettra pas d'équilibrer la balance des transactions courantes avec l'étranger avant des années. Même si les entrées de capitaux privés évoluent favorablement, il sera donc nécessaire de maintenir une aide extérieure importante, aussi bien économique que technique, dans des conditions correspondant aux besoins d'un pays en voie de développement. Une coopération internationale étroite doit donc continuer pour que l'économie grecque puisse, dans les années à venir, poursuivre le redressement qu'elle a déjà amorcé.

1. cf. Rapport O.C.D.E. sur la Grèce, août 1963, paragraphes 33 à 54.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

TABLEAU 1. ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES

Millions de drachmes à prix constants de 1954.

	1960		1961		1962		1963	
	MILLIONS DE DRACHMES	CHANGEMENT PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE %	MILLIONS DE DRACHMES	CHANGEMENT PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE %	MILLIONS DE DRACHMES	CHANGEMENT PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE %	MILLIONS DE DRACHMES	CHANGEMENT PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE %
Produit intérieur brut	83.076	+ 4,7	92.656	+ 11,5	96.518	+ 4,2	104.016	+ 7,8
Importations biens et services ¹	16.468	+ 12,0	18.365	+ 11,5	22.673	+ 23,5	—	—
Total des ressources	99.544	+ 5,8	111.021	+ 11,5	119.191	—	—	—
Consommation privée	63.350	+ 4,6	68.178	+ 7,6	73.903	+ 8,4	79.219	+ 7,2
Consommation publique	8.589	+ 2,5	8.810	+ 2,6	9.385	+ 6,5	9.843	+ 4,9
Formation brute de capitaux ¹	15.381	+ 11,3	19.580	+ 27,3	19.970	+ 2,0	22.095	+ 10,6
— privée ¹	10.286	+ 15,7	11.696	+ 13,7	12.269	+ 4,9	13.845	+ 12,8
— publique ¹	5.645	+ 34,9	6.484	+ 14,9	7.204	+ 11,1	6.850	— 4,9
— variat. stocks	— 550	—	1.400	—	497	— 64,5	1.400	+181,6
Exportations biens et services	12.224	+ 8,3	14.453	+ 18,8	16.023	+ 10,9	—	—
Valeurs des navires importés	9.334	—	6.550	—	3.350	—	—	—

1. Valeur des navires non comprise.

Source : Questionnaire annuel de la Grèce.

TABLEAU 2. INDICES D'ACTIVITÉ

	COEFFICIENT DE PONDERATION		1962	1963	1962				1963				1964		
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	AVRIL	
					TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	
I. INDUSTRIE :															
Indice général	100,0	1959 = 100	123,4	132,5	110,8	139,4	134,7	118,3	118,3	144,0	154,0	131,2	130,5	139,3	
Industrie alimentaire	13,2	Ind. fin de période	109,1	117,7	91,7	108,2	131,2	106,7	105,8	122,1	134,8	116,1	104,4	112,2	
Industrie du tabac	11,8		103,9	116,5	28,2	220,1	143,7	32,4	29,5	197,0	231,6	41,8	32,1	134,9	
Industrie textile	18,2	—	125,7	129,7	125,5	115,7	139,7	135,4	130,1	126,5	141,4	134,9	143,5	145,8	
Industrie chimique	9,1	—	135,3	146,1	134,8	132,0	132,9	143,3	144,2	145,7	141,8	171,0	163,2	178,7	
Industrie matériaux de construction	7,6	—	115,5	130,7	98,9	124,3	132,6	100,4	116,4	142,7	153,4	130,8	134,3	147,5	
Métallurgie de base	3,2	—	163,7	186,1	157,6	173,4	181,6	147,2	144,8	160,2	231,9	262,1	254,8	308,6	
Transformation de métaux	4,3	—	166,8	164,4	186,1	181,5	169,6	133,4	168,0	176,2	177,1	163,1	201,6	221,1	
II. ELECTRICITÉ		Moyenne mensuelle	226	259	224	211	227	253	249	245	257	287			
III. CONSTRUCTION		millions kWh													
		Moyenne mensuelle	2.341		1.627	2.744	2.988	2.006	1.683	3.290	3.022	2.117			
IV. MARINE MARCHANDE :															
Tonnage total (milliers de tonneaux)		Fin de période	6.774	6.938	6.583	6.632	6.737	6.774	6.833	7.115	7.073	6.938	6.990		
Tonnage en chômage			1.110	365	334	436	888	1.110	942	555	488	365	279		
V. TOURISME :															
Nombre de touristes étrangers arrivés en Grèce (milliers)		Moyenne mensuelle	47,1	59,4	19,1	55,9	86,0	27,5	20,0	69,0	108,2	34,4	24,5	51,5	
VI. EMPLOI ET CHOMAGE :															
Chômeurs enregistrés		1953 = 100	75	70	84,4	75,2	64,7	80,0	89	72	56	62	73		
VII. EMIGRATION :															
Départs définitifs		milliers moyenne mensuelle	7.004	8.339	5.022	6.902	9.051	7.041	6.745	7.994	10.069	8.549	7.497		

Source : O.C.D.E. Statistiques générales. Monthly Statistical Bulletin of Greece.

TABLEAU 3. INDICES DE PRIX

		1962	1963	1962				1963				1964		
				1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	AVRIL	
				TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	
Prix :														
— Prix de détail	1959 = 100	104	107	103	104	104	105	107	107	106	107	108	108	
dont :														
Produits alimentaires		103	109	102	103	103	106	110	110	109	109	112	110	
— Prix de gros	1953 = 100	134	141	132	133	134	138	143	142	138	142	147	146	
dont :														
Matières premières et produits semi-finis		121	119	122	122	121	120	121	119	118	118	121	121	
Produits manufacturés		129	131	129	128	128	131	131	130	130	132	132	133	
Produits alimentaires		133	144	129	130	133	139	149	146	138	143	150	147	

Source : O.C.D.E. Statistiques générales.

TABLEAU 4. COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES STATISTIQUES DOUANIÈRES

Millions de dollars.

		1961	1962	1963	1962				1963				1964	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	
					TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	
Importations ¹ (C.A.F.)	Moyenne mensuelle	48,1	52,1	59,0	51,3	48,2	51,0	57,7	55,8	49,4	58,6	72,1	58,6	
Exportations (F.O.B.)	Moyenne mensuelle	18,6	20,7	24,7	25,1	14,1	11,8	31,9	29,2	21,9	13,2	34,4	27,0	
Balance commerciale	Moyenne mensuelle	29,5	31,4	34,3	26,2	34,1	39,2	25,8	26,6	27,5	45,4	37,7	31,6	
Terme de l'échange	1953 = 100	111	113	131	113	109	106	122	131	121	118	138		
Transferts de navires	Moyenne mensuelle	11,4	6,4	8	7,2	12,8	1,5	3,9	—	11,8	12,4	7,9		

1. Navires exclus.

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce ; O.C.D.E. Statistiques générales.

TABLEAU 5. MONNAIE ET CRÉDIT. SITUATION EN FIN DE PÉRIODE

Millions de drachmes.

	1961	1962	1963	1962				1963				1964	
				1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	AVRIL
				TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	
MASSE MONÉTAIRE :													
1. Billets en circulation	11.630	13.761	16.121	10.943	11.700	12.519	13.761	12.583	13.932	14.561	16.121	15.303	16.978
2. Monnaie divisionnaire	547	601	681	515	530	550	601	567	583	607	631	675	702
3. Dépôts à vue	5.653	6.145	6.822	5.193	5.502	6.090	6.145	6.088	6.285	6.689	6.822	6.742	6.646
— dont des particuliers et des entreprises	3.931	4.176	4.537	3.599	3.881	4.134	4.176	3.986	4.169	4.513	4.537	4.284	4.322
4. Disponibilités monétaires totales	17.831	20.507	23.624	16.651	17.732	19.159	20.507	19.238	20.800	21.857	23.624	22.691	24.326
5. Dépôts d'épargne	12.863	15.521	19.837	13.545	14.253	14.731	15.521	16.527	17.939	18.777	19.837	20.448	21.663
6. Dépôts à temps	1.691	3.872	4.736	2.287	2.815	3.416	3.872	4.213	4.319	4.579	4.736	4.670	4.663
7. Autres	1.930	1.930	2.771	2.056	2.000	1.927	1.930	2.245	2.590	2.693	2.771	2.798	2.743
8. Total des dépôts	22.137	27.468	34.166	23.081	24.570	26.164	27.468	29.073	31.133	32.738	34.165	34.626	34.870
CRÉDITS A L'ÉCONOMIE :													
9. Crédits nourris par la Banque de Grèce	11.028	11.538	13.093	10.410	10.493	10.275	11.538	11.142	11.093	11.376	13.093	12.801	12.794
10. Crédits nourris par les banques commerciales	12.802	16.065	20.854	13.033	14.575	15.786	16.065	16.256	18.882	20.380	20.854	20.880	21.674
11. Total des crédits à l'économie	32.387	37.872	45.245	32.267	34.646	36.262	37.836	37.978	41.334	43.119	45.245	45.777	46.999
TAUX D'INTÉRÊT (en fin de période) :													
En pourcentage													
12. Taux officiel d'escompte	6	6	5,5	6	6	6	6	6	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
13. Dépôts à vue	2	2	1,5	2	2	2	2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
14. Dépôts d'épargne (jusqu'à 100.000 dr.)	5	5	4,5	5	5	5	5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
15. Dépôts à temps (jusqu'à un an)	6	6	5,75	6	6	6	6	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75
16. Taux de base des crédits accordés à l'industrie	8	8	7,5	8	8	8	8	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANVERS.
BRUXELLES: Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editôra,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

DENMARK - DANEMARK

Einar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires:

PARIS: Prasses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e

BORDEAUX: Mollat.

GRENOBLE: Arthaud.

LILLE: Le Furet du Nord.

LYON II^e: L. Demorlière.

MARSEILLE: Maupetit.

STRASBOURG: Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.
MÜNCHEN: Hueber. HAMBURG: Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson & Co, h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlahth Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

Sous-Dépôtaires: GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Haepfl. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria Zannoni.
PALERMO: Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA:
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO:
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.V. Impor-
teurs, Beulingstraat, 2, AMSTERDAM C.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Malesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Basinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM and CROWN COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON, S.E.1.

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à:

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.
2, rue André-Pascal Paris XVI^e
Dépôt légal n° 1.205, Août 1964.
N° 17.784



IMPRIMÉ EN FRANCE

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE *
AUTRICHE *
CANADA *
DANEMARK *
ESPAGNE *
ÉTATS-UNIS *
FRANCE *
GRÈCE *
IRLANDE *
ISLANDE *
ITALIE *
JAPON *
NORVÈGE *
PAYS-BAS *
PORTUGAL
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE *
ROYAUME-UNI *
SUÈDE *
SUISSE *
TURQUIE *
U. E. B. L. *

* déjà paru

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10